

QUESTION TAKEN ON NOTICE

COMITÉ Comité sénatorial permanent des finances nationales (NFFN)	PAR Le sénateur Loffreda	DATE 6 déc. 2023	QTON # 44.1.65
---	------------------------------------	----------------------------	--------------------------

QUESTION :

Le sénateur Loffreda : Je remercie tous nos témoins experts de comparaître tard en ce mercredi soir.

Ma question s'adresse au ministère de la Défense nationale. Nous vous remercions de vos services, que les Canadiens apprécient à leur juste valeur. Le contexte géopolitique actuel constitue une préoccupation majeure. Je suis certain que bien des gens en conviendront. Au-delà de l'acquisition d'équipement pour la Défense nationale, il est essentiel, vu les responsabilités du ministère, que nos infrastructures de défense soient en bon état afin de pouvoir être utilisées.

Dans le Plan ministériel 2023-2024 de la Défense nationale, l'objectif est qu'au moins 80 % de nos infrastructures de défense soient en bon état. Depuis trois ans, le ministère affiche un taux d'au plus 65 %. Je comprends qu'il est irréaliste de s'attendre à une utilisabilité presque parfaite des infrastructures, surtout au regard du nombre d'immeubles et de systèmes qui arrivent à la fin de leur durée de vie utile au sein du ministère. Cependant, le fait qu'un tiers de nos infrastructures ne soient pas en bon état est un problème auquel le ministère doit faire face.

Dans quelle mesure est-ce important pour atteindre les objectifs de la Défense nationale? Comment le ministère entend-il atteindre ses objectifs au chapitre de l'utilisabilité de ses infrastructures afin d'assurer sa disponibilité opérationnelle, compte tenu des compressions budgétaires et des contraintes envisagées à l'avenir, bien que vous demandiez pour l'instant 1,5 milliard de dollars dans le Budget supplémentaire des dépenses (B), soit une augmentation de 5,6 % des crédits pour l'exercice?

Mme Crosby : Je vous remercie de la question. C'est une question complexe. J'inviterai peut-être la générale à se joindre à moi.

Permettez-moi d'abord de dire que l'état des infrastructures de la Défense nationale est préoccupant. Nous avons besoin d'infrastructures non seulement pour loger nos gens, mais aussi pour accueillir l'équipement et mener nos activités. Les infrastructures sont très importantes. En fait, la Défense nationale est le plus important détenteur d'infrastructures du gouvernement fédéral. Cela a aussi un prix considérable. Avec un parc d'infrastructures de cette ampleur, il n'est pas inhabituel qu'une partie de ces infrastructures soit dans un état critique — et c'est le cas —, mais la quantité qui est actuellement dans un état critique est alarmante.

Comment nous attaquons-nous à ce problème? Premièrement, nous accordons la priorité à tous les investissements que nous pouvons effectuer en cours d'année. S'il y a une marge de manœuvre dans mon budget, je dépense cet argent pour entretenir notre flotte et nos infrastructures également.

Deuxièmement, nous veillons à ce que chaque fois que nous acquérons une nouvelle flotte, comme l'aéronef multimissions ou les F-35, nous obtenions également de nouveaux fonds. Il est inévitable que le nouvel équipement n'entre pas dans les hangars et les bâtiments que nous avons. Nous nous assurons que chaque nouvelle acquisition bénéficie d'un financement suffisant pour l'infrastructure qui lui est associée.

Troisièmement, nous établissons des priorités parmi notre parc d'infrastructures. Par exemple, nous dépensons de 40 à 60 millions de dollars pour notre parc immobilier actuel pour les membres des FAC, mais nous avons un plan d'investissement total de près de 360 millions de dollars pour les quatre prochaines années non seulement

pour construire de nouveaux logements, mais aussi pour en rénover jusqu'à 12 000. Nous accordons la priorité au genre de choses qui soutiennent nos gens et au genre d'infrastructures qui soutient notre nouvel équipement. Nous utilisons chaque cent à notre disposition pour entretenir le reste de l'inventaire.

Le sénateur Loffreda : J'aimerais entendre la générale expliquer à quel point ce financement est important pour atteindre les objectifs de la Défense nationale. Merci.

Lieutenant-générale Frances Allen, vice-cheffe d'état-major de la défense, ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes : Bonjour, monsieur le président. En réponse à la question, je ferais écho aux propos de ma collègue concernant l'importance et le caractère essentiel des infrastructures pour nous permettre de mener à bien nos missions et d'atteindre l'état de préparation dont nous avons besoin pour mener à bien les missions que nous effectuerons dans l'avenir.

Comme l'a déclaré la dirigeante principale des finances, alors que nous établissons de nouvelles capacités, nous essayons également de déterminer quelles sont les infrastructures nouvelles dont nous aurions besoin ou si les infrastructures actuelles répondent aux exigences pour les accueillir dans l'avenir. Il faut aussi des infrastructures pour la formation, les gens et tout ce dont nous avons besoin.

L'état actuel de nos infrastructures n'est pas optimal. Elles ne sont pas nécessairement conçues pour les nouveaux systèmes et les nouvelles capacités dont nous avons besoin aujourd'hui et demain. Nous n'avons pas nécessairement toutes les infrastructures et les services dont nous avons besoin pour les gens que nous comptons dans nos rangs ou pour les fonctions que nous voulons à l'avenir. Pour être en mesure de répondre aux exigences à l'avenir, il faut réellement un investissement.

Notre sous-ministre adjointe, Infrastructure et Environnement, a une bonne compréhension des investissements qu'il faudrait faire pour gérer un portefeuille d'une manière conforme aux normes établies, mais le financement nécessaire pour le faire n'est pas là. Nous accordons la priorité aux choses les plus importantes. Ce ne sont pas seulement les immeubles, bien sûr; ce sont les pistes, les jetées et toutes sortes d'autres infrastructures qui sont tout aussi importantes. C'est certainement important pour nous.

Il y a un certain nombre de domaines que nous devons aborder pour pouvoir aller de l'avant. Le premier est l'établissement des priorités dont j'ai parlé; le deuxième est la rationalisation et le dessaisissement, au besoin; et le troisième, ce sont les nouvelles structures nécessaires pour les nouvelles capacités que nous avons à l'avenir. Il faut mettre l'accent là-dessus pour que nous puissions avoir le niveau de préparation dont nous avons besoin pour atteindre l'efficacité opérationnelle requise.

Le sénateur Loffreda : Pourriez-vous nous en dire plus sur la rationalisation et le désinvestissement?

Lgén Allen : Une grande partie de nos infrastructures sont assez anciennes et ont potentiellement été conçues pour des activités à portées et à échelles différentes. Les ateliers étaient différents et répondaient à des exigences pour accueillir des équipements différents de ceux que nous avons maintenant. Il faut moderniser et adapter les infrastructures. Dans une bonne mesure, on peut faire bien des choses pour les modifier, mais il arrive un point où les infrastructures atteignent la fin de leur durée de vie raisonnable. Nos équipes chargées des infrastructures et de l'environnement nous présentent des recommandations sur ce qu'elles doivent faire en priorité.

Les infrastructures ne se limitent pas aux bâtiments, aux navires, aux jetées et aux pistes. Il y a aussi les sous-systèmes et les sous-infrastructures qui soutiennent la base, comme les systèmes électriques, les réseaux d'aqueduc et d'égout et ce genre de choses. C'est un gros travail et il faut se concentrer sur l'infrastructure nécessaire pour soutenir les capacités que nous avons à l'avenir.

On peut peut-être voir l'importance de cela dans nos plus récentes activités dans le cadre de la modernisation du NORAD. Nous avons l'arrivée des chasseurs F-35 et aussi un projet qui s'appelle DCCF. Je suis bonne avec les acronymes, mais pas avec les mots qui les composent. L'objectif consiste à créer les infrastructures nécessaires pour être en mesure d'accueillir les aéronefs, tant dans les principales bases d'opérations que dans les emplacements avancés d'opérations, et de soutenir ces aéronefs dans l'avenir. D'importants travaux ont été effectués au sein du ministère pour établir les priorités et en aligner étroitement l'ordonnancement afin de pouvoir appuyer les aéronefs et les missions à leur arrivée. Mais c'est un gros travail, et il arrive un moment où il faut céder certains types de bâtiments et d'installations pour pouvoir en construire de nouveaux.

Le sénateur Loffreda : Avez-vous un montant d'argent pour atteindre votre objectif?

Mme Crosby : Nous avons des milliards de dollars en entretien différé. Nous avons établi un montant pour ce qu'il serait nécessaire de faire pour ramener les infrastructures à un certain niveau. Je n'ai pas cette information sous la main, mais je serais ravie de vous la fournir.

Le sénateur Loffreda : Pouvez-vous le faire par écrit? Je vous remercie.

Le président : En ce qui concerne la question que le sénateur Loffreda a posée à Mme Crosby, pouvez-vous fournir la réponse complète à la dernière partie de sa question, à laquelle vous avez commencé à répondre, par écrit à la greffière, s'il vous plaît? Bien. Merci

RÉPONSE :

La Stratégie du portefeuille de biens immobiliers de la Défense définit une vision et une approche à long terme de la transformation du portefeuille de la Défense, y compris des mesures pour donner au portefeuille de biens immobiliers une taille adéquate, lorsque cela est faisable et approprié.

Les coûts d'entretien différé du portefeuille de la Défense s'élèvent actuellement à environ 8,2 milliards de dollars. Cet entretien différé comprend un certain nombre de biens considérés comme n'étant pas en bon état (p. ex., la propriété présente un mauvais rendement financier ou ne cadre pas avec les objectifs stratégiques de la Défense nationale). L'amélioration de ces biens à un niveau acceptable coûterait entre 1 et 1,5 milliard de dollars et ne serait peut-être pas rentable. Ainsi, certains biens devront peut-être être démolis et reconstruits plutôt que rénovés, et d'autres pourraient devoir être consolidés afin que la Défense puisse en assurer la gestion et l'entretien plus efficacement.

Au bout du compte, conformément à sa stratégie, la Défense nationale continuera de déterminer de manière proactive les possibilités d'optimisation et de consolidation des biens immobiliers sous-utilisés afin de faciliter sa transition vers des biens plus modernes, multifonctionnels et centrés sur le client.

QUESTION TAKEN ON NOTICE

COMITÉ Comité sénatorial permanent des finances nationales (NFFN)	PAR Le sénateur Loffreda	DATE 6 déc. 2023	QTON # 44.1.67
---	------------------------------------	----------------------------	--------------------------

QUESTION :

Le sénateur Forest : Je vais rester dans le domaine de l'aviation; ma question s'adresse à Mme Crosby.

J'aimerais comprendre ce qui a incité le gouvernement — et ce, sans appel d'offres — à donner à Boeing un contrat de 6 milliards de dollars pour des avions P-8A Poseidon, alors que ce sont des fonds publics et qu'on a une entreprise de réputation internationale comme Bombardier qui avait présenté une proposition. Qu'est-ce qui l'a mené à ne pas faire un appel d'offres et à donner de gré à gré un contrat de 6 milliards de dollars à une entreprise américaine?

Mme Crosby : Merci pour la question.

[Traduction]

Encore une fois, je pourrais demander à ma collègue, la générale Allen, de se joindre à moi.

Pour commencer, je dirais, comme le ministre l'a annoncé récemment, que nous avons décidé d'acheter jusqu'à 16 avions multimissions P-8A, un produit Boeing. D'après ce que je comprends, ce produit correspond aux besoins des Forces armées canadiennes, et il n'y a pas d'autre produit offert actuellement qui répondra à nos exigences dans les délais. Voilà pourquoi c'est ce produit en particulier qui a été choisi.

Il s'agit en fait d'un projet de 10,6 milliards de dollars au total. Le montant de l'acquisition est légèrement moins élevé que cela, mais ce sont les principales raisons pour lesquelles nous allons de l'avant.

Je ne sais pas si la générale Allen veut ajouter quelque chose.

[Français]

Le sénateur Forest : On a investi 3 milliards de dollars pour prolonger la vie de nos CP-140, qui font le travail à l'heure actuelle. Certaines personnes disent que ces investissements ont permis et permettraient facilement de prolonger la vie de ces avions jusque dans le milieu des années 2030. Bombardier, même si ce n'était pas une obligation... Je m'interroge, parce que Bombardier n'exigeait pas un contrat de gré à gré; la compagnie demandait simplement l'occasion de faire une soumission sur un contrat.

Autant le Québec que l'Ontario, et particulièrement Montréal, qui est un carrefour international dans le secteur de l'aérospatiale... Je ne comprends pas la logique de ne pas avoir mis en concurrence ces deux entreprises. Effectivement, le P-8A est un avion prêt à servir actuellement, mais il date déjà. Quand il nous sera livré, il aura probablement plus d'heures de vol effectuées qu'il va lui en rester. Je n'arrive pas à m'expliquer la logique de cette décision, qui est probablement politique. Je n'arrive pas à comprendre la logique de ce choix, lorsqu'on regarde l'impact de tout cela sur l'avenir de l'aérospatiale au Canada.

Mme Crosby : Merci pour la question.

[Traduction]

La générale Allen voudra peut-être commencer à répondre.

Lgén Allen : Je vous remercie beaucoup. Je pense que je voudrais revenir aux premiers principes qui guident notre examen de l'approvisionnement et de nos exigences en matière de capacités militaires. Tout cela se fonde sur nos besoins dans les contextes opérationnels actuels et futurs et sur l'évaluation des types de menaces qui existent. Ainsi, nous examinons les capacités que doivent avoir nos diverses ressources, non seulement dans les circonstances actuelles, mais aussi dans une perspective d'avenir.

Comme vous l'avez dit, en introduction, nous avons fait des investissements dans la vieille plateforme CP-140. Nous avons fait des investissements et cherché à améliorer et à conserver le système actuel, mais il faut probablement tenir compte de deux choses pour chaque appareil. Il faut s'assurer que l'aéronef répond toujours à toutes les exigences de vol, mais cela s'applique aussi à tous les systèmes et les capteurs. Il faut être en mesure de mettre à niveau ces deux choses de manière continue et de nous adapter au contexte de menace d'aujourd'hui comme à celui dans lequel nous nous trouverons à l'avenir.

Nous savons que nous devons remplacer les CP-140. Comme Mme Crosby l'a mentionné, cela fait partie de notre plan d'investissement en capital Protection, Sécurité, Engagement depuis un certain temps.

Le président : Générale Allen et madame Crosby, si vous voulez compléter cette réponse par écrit, nous vous en serions reconnaissants, en raison du peu de temps dont nous disposons. Je vais vous indiquer d'ici quelle date vous devrez fournir ces informations à la greffière.

RÉPONSE :

Afin de permettre au Canada de défendre ses intérêts avec crédibilité, au pays comme à l'étranger, les Forces armées canadiennes doivent être en mesure d'identifier, de détecter, de surveiller et de potentiellement engager les menaces de surface et sous-marines sophistiquées à l'aide d'un éventail de capteurs hautement perfectionnés.

L'appareil P-8A Poseidon est le seul avion actuellement offert qui répond à toutes les exigences opérationnelles relatives aux avions multimissions canadiens. Il offre les meilleures capacités de lutte anti-sous-marine et de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR) pour le pays. Il n'existe à ce jour aucun appareil équivalent sur le marché. Cet aéronef aux capacités éprouvées est également exploité par tous les alliés du Groupe des cinq, soit les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que par d'autres partenaires de défense.

Il remplacera l'appareil CP-140 Aurora vieillissant, en service depuis plus de 40 ans, et permettra aux Forces armées canadiennes de conserver un avantage technologique sur leurs adversaires potentiels. À mesure qu'il vieillit, le CP-140 devient de plus en plus difficile à soutenir, coûteux à entretenir et moins pertinent sur le plan opérationnel par rapport aux menaces contre lesquelles il doit se défendre. C'est pourquoi, conformément à la politique de défense du Canada *Protection, Sécurité, Engagement* (PSE), la Défense nationale s'engage à acquérir jusqu'à 16 aéronefs P-8A Poseidon pour l'Aviation royale canadienne.

Les engagements économiques de Boeing au Canada ont le potentiel de créer plus de 3 000 emplois par année pour l'industrie canadienne et les partenaires de la chaîne de valeur, et d'injecter au moins 358 millions de dollars

par année au produit intérieur brut du pays sur une période de dix ans. Ces engagement procureront également des retombées à des centaines d'entreprises canadiennes.